

---

*Marché de Services – Appel d'offre ouvert*

---

**Mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour les  
phases post AVP du projet SMR pédiatrique du GHPSO  
– Site de Senlis**

---

**CAHIER DES CLAUSES  
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
(CCAP)**

**Groupe Hospitalier Public du Sud de l'Oise**  
Pouvoir adjudicateur

**CONSULTATION S250904**

S O M M A I R E	P A G E S
ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES.....	3
ARTICLE 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
ARTICLE 3. ASSURANCES DU TITULAIRE .....	5
ARTICLE 4. MODALITE DE DETERMINATION DES PRIX.....	6
ARTICLE 5. AVANCE FORFAITAIRE .....	7
ARTICLE 6. ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS.....	7
ARTICLE 7. SOLDE .....	7
ARTICLE 8. PAIEMENT.....	8
ARTICLE 9. ACHEVEMENT DE LA MISSION.....	8
ARTICLE 10. CESSIION DE CREANCE .....	9
ARTICLE 11 – GARANTIES.....	9
ARTICLE 12 – PENALITES .....	9
ARTICLE 13 – RESILIATION.....	9
ARTICLE 14. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER .....	10
ARTICLE 15. TRIBUNAL COMPETENT.....	10
ARTICLE 16. DEROGATION AU CCAG.....	10

## ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1 Objet

Le présent marché public a pour objet la Mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour les missions post AVP du projet SMR pédiatrique au GHPSO, Site de Senlis.

La description des prestations, leurs spécifications techniques et leur phasage sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Identification du pouvoir adjudicateur :

Groupe Hospitalier Public Sud de l'Oise - GHPSO Boulevard Laennec 60100 CREIL Représenté par Monsieur Pascal RIO, Directeur.

### 1.2 Déclaration de sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par le GHPSO. L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par la maîtrise d'ouvrage.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement.

Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

### 1.3 Forme du marché

Le présent marché public est un marché de service en **procédure adaptée** en application de l'article L2123-1 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 décembre 2018 et des articles R2123-1 à R2123-7 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 relatif au Code de la Commande Publique du 05 décembre 2018 et est régi par le CCAG PI en vigueur.

Les parties B et C sont passées sous la forme d'un accord-cadre selon les articles R2162-1 à R2162-6 du Code de la commande publique.

PARTIE A : Prestations incluses dans le forfait

Prix forfaitaire lié au DPGF selon l'article R2112.6 du code de la commande publique

PARTIE B : Prestations incluses dans le BPU

Le présent marché est un accord- cadre mono-attributaire à bons de commandes lié au BPU en application des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

Le présent marché est un accord- cadre mono-attributaire marchés lié à la demande de devis en application de l'article R2162-7 à R2162-12 du code de la commande publique et de l'article L2125-1 du Code de la commande publique.

Le montant maximum attribué pour l'ensemble du marché est de 75 000 € HT pour les parties B et C

#### **1.4 Décomposition du marché en lots**

Le présent marché public n'est pas alloti.

Motif de non allotissement : Les prestations concernées constitue une famille de prestations homogènes ne permettant pas de dégager des prestations distinctes. De ce fait, le présent marché n'est pas alloti (article R.213-3 du Code de la Commande Publique)

#### **1.5 Variante**

Les variantes ne sont pas autorisées.

#### **1.6 Prestation supplémentaire éventuelle**

Sans objet

#### **1.7 Délai d'exécution**

Le délai d'exécution est prévu pour 16 mois reconductible tacitement par tranche de 6 mois et ne peut excéder 60 mois.

La date prévisionnelle de commencement des prestations est fixée le **17 Octobre 2025**.

#### **1.8 Prestations similaires et clause de réexamen**

##### **Prestations similaires :**

Sans objet

##### **Clause de réexamen :**

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché. Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution. La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire. Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit. L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations. La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de

face certaine la date de sa réception. A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 20 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

### 1.9 Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5 du CCAG-PI. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

### 1.10 Protection des données à caractères personnel

Le titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants) est tenu au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel (conformément au nouveau Règlement Européen) auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent marché.

### 1.11 Ordre de service

Chaque phase fera l'objet d'un ordre de service.

## ARTICLE 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les **documents contractuels énumérés ci-dessous et leurs annexes**, par ordre de priorité décroissante :

- L'**acte d'engagement** auquel doit être annexé l'annexe financière comprenant le **bordereau de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)** ainsi que le **Bordereau de Prix Unitaires (BPU)**,
- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières** dont l'exemplaire conservé dans les archives du GHPSO fait seul foi,
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières** dont l'exemplaire conservé dans les archives du GHPSO fait seul foi,
- Le **mémoire justificatif**,
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales** applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG – PI) version au 1<sup>er</sup> avril 2021, approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Ce document d'ordre général n'est pas joint matériellement au marché, mais il est téléchargeable sur le site de <http://www.legifrance.gouv.fr>. Les candidats déclarent expressément le connaître, s'y référer et l'accepter. Il est applicable pour tout ce à quoi il n'est pas formellement dérogé par le présent CCAP.

## ARTICLE 3. ASSURANCES DU TITULAIRE

### Responsabilité civile professionnelle :

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du GHPSO et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

Le niveau des garanties exigées par le GHPSO est adapté aux risques relatifs à l'opération de construction objet du marché.

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile professionnelle découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil. Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance du présent marché de travaux.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Toutefois, l'absence de production des attestations d'assurance pertinentes n'exempte pas le titulaire de sa responsabilité et peut justifier la résiliation du marché pour faute en application de l'article 39 du CCAG-PI.

#### **ARTICLE 4. MODALITE DE DETERMINATION DES PRIX**

##### **4.1 Contenu des prix**

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire indiqué dans l'acte d'engagement. Le prix est réputé inclure toutes les dépenses décrites au présent marché et pouvant être écrit dans chaque pièce du présent marché. Le titulaire ne pourra porter réclamation d'un oubli de sa part bien qu'indiqué dans les pièces administratives et techniques du présent marché.

##### **4.2 Modalités de révision des prix**

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 09/2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

La révision prévue est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 \frac{I_m}{I_o}$$

Dans laquelle :

**I<sub>o</sub>** : Index Ingénierie du mois *mo* Etudes (mois d'origine)

**I<sub>m</sub>** : Index Ingénierie du mois *m* : (mois de révision)

##### **4.3 – Application de la TVA :**

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général, en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants.

##### **4.4 – Cautionnement :**

L'Assistant au Maître d'Ouvrage est dispensé de cautionnement.

## **ARTICLE 5. AVANCE FORFAITAIRE**

En cas de demande de l'avance forfaitaire par le titulaire, elle sera appliquée en application des articles R2191-3 à R2191-12 du code de la commande publique et selon les modalités du CCAG-PI.

## **ARTICLE 6. ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS**

Versé au titulaire dans les conditions prévues aux articles R 2191-20 à R 2191-22 du Code de la Commande Publique.

### **Paiement des acomptes**

Le délai de paiement est fixé à 50 jours, à compter de la réception de la facture par le GHPSO.

A l'appui de son offre financière, le candidat **devra proposer un échéancier détaillé argumenté prévisionnel des acomptes** en y précisant pour chacun le % du montant global.

### **Paiement du décompte général et définitif**

Le délai de paiement du solde est fixé à 50 jours, à compter de la réception par le GHPSO, du décompte général et définitif signé sans réserve par l'entreprise

## **ARTICLE 7. SOLDE**

Après constatation de l'achèvement de sa mission, l'Assistant au Maître de l'Ouvrage adresse au GHPSO une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

### **7.1 Décompte général**

Le maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a) Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus.
- b) Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées à l'assistant au maître de l'ouvrage en application du présent marché.
- c) Le calcul des révisions de prix.
- d) L'incidence de la T.V.A.
- e) Le montant total des sommes dues depuis le début du marché. Ce total constitue le montant du décompte général.
- f) La récapitulation des acomptes versés ainsi que le solde à verser.

### **7.2 Décompte général et définitif**

Le maître de l'ouvrage notifie à l'assistant au maître de l'ouvrage le décompte général dans un délai maximum de trois mois à compter de l'achèvement de la mission. Le décompte général devient définitif par la signature de l'assistant au maître de l'ouvrage.

## ARTICLE 8. PAIEMENT

### 8.1 Facturation

Le règlement est effectué par facturation **individuelle** via une procédure dématérialisée.

Elle comportera les indications suivantes :

- Les noms et adresses du créancier
- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET du titulaire
- L'identité bancaire et postale telle qu'elle est précisée dans l'offre
- Le numéro du bon de commande (n° d'engagement juridique)
- Le montant hors TVA
- Le taux et le montant des taxes
- Le montant total

Le pouvoir adjudicateur en l'occurrence, s'engage à utiliser la plateforme Chorus Pro (CPP) et encourage les titulaires des marchés, quelle que soit la taille de leur structure, à recourir à CPP dès le 01/01/2018, cf. lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr//>

Pour l'accès à Chorus Pro, l'identifiant du pouvoir adjudicateur est son n° de SIRET.

La facture sera transmise sur la plateforme CHORUS PRO, le numéro de SIRET du GHPSO étant :

**200 029 619 00018**

### 8.2 Paiement

En application des articles **L2192.10 et L2192.11** du code de la commande publique, et des articles **R2192-10 à R2192-15** du code de la commande publique, les sommes dues en exécution de ce marché seront payées dans un délai global de 50 jours à terme échu.

Le comptable assignataire des paiements pour le Groupe Hospitalier est :

**TRESORERIE MUNICIPALE**

60139 CREIL cedex 2

03. 44 61.41.60

## ARTICLE 9. ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du titulaire s'achève après à la fin de garantie de parfait achèvement. Sauf écrit contraire de la part du maître d'ouvrage, la réception de la mission est prononcée à compter de cette date, dans les conditions des articles 26 et 27 du CCAG PI. Le maître d'ouvrage remettra au titulaire une attestation de fin de mission concomitante au mandatement du solde. Cette attestation constate que le titulaire a rempli toutes ses obligations. À défaut, c'est le mandatement du solde qui tiendra lieu d'attestation.

**La réception est prononcée sous réserve de l'exécution concluante des épreuves prévues dans le CCTP.**



## **ARTICLE 10. CESSIION DE CREANCE**

En cas de cession de créance, le pouvoir adjudicateur remet, au titulaire, à sa demande un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance du marché. Le titulaire s'engage à remettre à l'établissement de crédit cessionnaire ces documents, afin que ce dernier puisse notifier la cession à l'agent comptable.

## **ARTICLE 11 – GARANTIES**

Conformément à l'article 30 du CCAG-PI, il est demandé une garantie technique d'un an.

## **ARTICLE 12 – PENALITES**

### **12.1 – Retard dans la remise de documents**

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent marché par non intervention dans les délais prévus, soit par mauvaise exécution de la mission, soit par retard, donne lieu à des pénalités.

Par dérogation au montant indiqué à l'article 14 du CCAG PI, le titulaire se voit appliquer, sur les calculs de ses acomptes, une retenue provisoire de 200 € HT par jour calendaire de retard dans la remise de documents dont les dates de remise seront indiquées dans le planning d'exécution détaillé, sur simple constat du Maître d'Ouvrage (sans mise en demeure préalable).

### **12.2 – Participation aux réunions**

En cas d'absence non motivée à une réunion (sur convocation ou programmée pour la mission telles que toutes réunions liées à l'exécution du marché), le titulaire peut encourir une pénalité provisoire de 200 euros H.T. par absence constatée.

## **ARTICLE 13 – RESILIATION**

### **13.1 – Résiliation du marché**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le présent marché dans les conditions définies ci-après :

Le marché public pourra être résilié dans les cas et selon les modalités décrites aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, la décision de résiliation prise sur le fondement d'un motif d'intérêt général ne donnera lieu à aucune indemnité.

### **Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché. Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de

commerce. En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court. La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

#### **ARTICLE 14. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le Tribunal Administratif français est seul compétent. La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euro(s) reste inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et l'administration lui communiquera un numéro d'identification fiscal.

#### **ARTICLE 15. TRIBUNAL COMPETENT**

En cas de contestations relatives au déroulement de la présente consultation et pendant l'exécution du marché, le tribunal administratif d'Amiens sera seul compétent à statuer sur l'objet du litige, conformément à la législation en vigueur.

**Tribunal administratif d'Amiens**  
Coordonnées  
14, rue Lemerchier  
CS 81114  
80011 Amiens Cedex 01  
Téléphone : 03 22 33 61 70  
Télécopie : 03 22 33 61 71  
Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

#### **ARTICLE 16. DEROGATION AU CCAG**

Il est dérogé au CCAG-PI pour les articles suivant :

NATURE DE LA DEROGATION	CCAP	CCAG PI
Pénalités	Article 12.1	Article 14
Résiliation	Article 13.1	Article 40